

Brochure n° 3085

Convention collective nationale

IDCC : 16. – **TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES
DU TRANSPORT**
(18^e édition. – Février 2005)

AVENANT DU 12 AVRIL 2006
RELATIF AU CARNET DE ROUTE ET À LA FEUILLE
DE TEMPS DES PERSONNELS COURSIERS

NOR : *ASET0650586M*

IDCC : 16

Entre :

L'union des fédérations de transport (UFT) mandatée par :

- la fédération nationale des transports routiers (FNTR) ;
- la fédération des entreprises de transport et logistique de France (TLF) ;
- le syndicat national des transports légers (SNTL),

D'une part, et

La fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT ;

La fédération nationale des chauffeurs routiers (FNCR) ;

Le syndicat national des activités de transport et du transit CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans le respect des dispositions de l'article 26 de la CCNA-1 et de son paragraphe 2.3 « Contrôle de la durée du travail », il est créé un carnet de route constitué de feuilles de temps conforme au modèle joint au présent accord en annexe I.

Ce carnet et les feuilles de temps qui le composent ont vocation à se substituer au livret individuel de contrôle et à le remplacer et constituent pour le personnel coursier un document obligatoire qui permet au sens du décret n° 83-40 du 26 janvier 1983 modifié d'enregistrer, d'attester et de contrôler la durée du temps passé au service de l'employeur.

En conséquence, les parties signataires demandent aux services compétents du ministère chargé des transports de prendre les mesures réglementaires qui s'imposent permettant de rendre le modèle défini obligatoire dans l'ensemble des entreprises dites de courses pour les personnels considérés.

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté ministériel rendant obligatoire ledit document de contrôle.

Article 3

Publicité et dépôt

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris et d'une demande d'extension dans les conditions fixées respectivement par les articles L. 132-10 et L. 133-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 12 avril 2006.

(Suivent les signatures.)

Personnel coursier
Feuille de temps n°

N° Siret entreprise :
Nom et prénom du salarié :
Emploi occupé :

ANNÉE : MOIS :	AMPLITUDE ET DURÉE DE TRAVAIL			INFORMATIONS VÉHICULE		FRAIS DE DÉPLACEMENT
	HEURE de prise de service	HEURE de fin de service	AMPLITUDE JOURNALIÈRE (temps de pause compris) limitée à 10 heures (1)	DURÉE DU TRAVAIL journalière (2)	N° D'IMMATRICULATION du véhicule	
Jour 1						PROTOCOLE du 30 avril 1974
2						
3						
4						
5						
6						
7						

ANNÉE : MOIS :	AMPLITUDE ET DURÉE DE TRAVAIL			INFORMATIONS VÉHICULE		FRAIS DE DÉPLACEMENT
	HEURE de prise de service	HEURE de fin de service	AMPLITUDE JOURNALIÈRE (temps de pause compris) limitée à 10 heures (1)	DURÉE DU TRAVAIL journalière (2)	N° D'IMMATRICULATION du véhicule	
8						PROTOCOLE du 30 avril 1974
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						

ANNÉE : MOIS :	AMPLITUDE ET DURÉE DE TRAVAIL				INFORMATIONS VÉHICULE		FRAIS DE DÉPLACEMENT
	HEURE de prise de service	HEURE de fin de service	AMPLITUDE JOURNALIÈRE (temps de pause compris) limitée à 10 heures (1)	DURÉE DU TRAVAIL journalière (2)	N° D'IMMATRICULATION du véhicule	KILOMÉTRAGE journalier	
19							PROTOCOLE du 30 avril 1974
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
29							

ANNÉE : MOIS :	AMPLITUDE ET DURÉE DE TRAVAIL				INFORMATIONS VÉHICULE		FRAIS DE DÉPLACEMENT
	HEURE de prise de service	HEURE de fin de service	AMPLITUDE JOURNALIÈRE (temps de pause compris) limitée à 10 heures (1)	DURÉE DU TRAVAIL journalière (2)	N° D'IMMATRICULATION du véhicule	KILOMÉTRAGE journalier	
30							
31							
CUMUL (3)							
(1) L'amplitude journalière est limitée à 10 heures ; elle peut être prolongée à 11 heures 2 fois par semaine quand les conditions d'exploitation le rendent nécessaire. (2) Correspond à l'amplitude journalière diminuée d'une durée forfaitaire de 1 heure (art. 2.2, avenant n° 94). (3) La durée du travail effectif s'effectue sur la base du cumul mensuel des durées d'activité journalières.							

OBSERVATIONS ET SIGNATURES	
Employeur ou son représentant	Salarié